

Pénurie d'eau "Nous sommes très mal au sein de la CASBT"

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

18 novembre 2016

Deux jours d'après négociations, une population de plus en plus excédée. Des solutions pérennes ne sont toujours pas trouvées au problème de pénurie d'eau qui sévit sur le territoire de la CASBT. Jean-Yves Ramassamy désormais à la manœuvre a réussi à calmer le jeu. Jusques à quand ?

Le conflit qui a opposé le personnel de la Communauté d'agglomération du sud Basse-Terre (CASBT), ex-Générale des eaux, aux élus de la communauté d'agglomération est un écueil supplémentaire dans la gestion de l'eau potable sur le territoire de la CASBT. Le blocus de la circulation imposé par les contestataires a été levé mardi 15 novembre en fin de matinée à Baillif par les forces de l'ordre. Le maire de la commune Marie-Yveline Ponchateau excédée, est, elle aussi, descendue dans la rue. Des négociations entre grévistes et élus ont été ouvertes mardi après-midi 15 novembre. Un protocole d'accord a été signé mercredi 16 novembre dans l'après-midi, sous la houlette de Jean-Yves Ramassamy délégué communautaire et conseiller municipal de la ville de Capesterre Belle-Eau. À Baillif, cela n'a rien changé au problème. L'eau ne coule toujours pas dans les robinets. L'usine de Montval suite aux fortes pluies est toujours défaillante. Elle produit une eau non potable. L'Agence régionale de Santé (ARS) en a interdit la distribution depuis une dizaine de jours.

Ramassamy déterminé

Mercredi 16 en fin d'après-midi, les Capesterriens campaient toujours sous trois tentes sur le pont de Grande-rivière de leur commune. Là aussi le barrage a finalement été levé. Le travail a repris. Il a été promis aux grévistes de meilleurs appointements. Cet accord n'a pas suffi à ramener l'eau dans les robinets. La grève enclenchée par les salariés a eu pour conséquence de désamorcer le circuit de distribution. "Avant qu'il ne soit à nouveau opérationnel, il lui faudra du temps", explique un technicien de

l'eau. " *Un certain savoir-faire aussi*" ajoute-t-il, histoire de rappeler que la CASBT ne dispose pas à elle seule des moyens techniques qui lui permettraient d'améliorer dans l'immédiat la situation. Jean-Yves Ramassamy joint au téléphone mercredi soir, reconnaît le manque de moyens techniques et humains de la CASBT. " *Je vais rapidement solliciter le président du SIAEAG afin qu'il nous aide techniquement. Il faut rompre avec les attitudes imbéciles. La population ne peut continuer à faire les frais de vaines querelles* " . La détermination et l'envie du 2e adjoint au maire de Capesterre Belle-Eau peuvent-elles suffire à mettre un terme au feuilleton de l'eau dans la commune ? Attendre et voir.

Marie-Yveline Ponchateau : " la casBt ne semble plus disposer des moyens de bien produire et distribuer l'eau. "

Des équipements vétustes, des canalisations pourries, une dizaine de jours sans eau potable, Les habitants de Baillif sont descendus dans la rue et ont bloqué pendant la matinée de mardi 15 novembre toute circulation. Au milieu des contestataires, madame le maire qui dit assumer pleinement son geste.

Le courrier de Guadeloupe : *Pourquoi avez-vous pris la tête de la contestation populaire contre la pénurie d'eau à Baillif ?*

Marie-Yveline Théobald-Ponchateau : En tant que maire, non seulement, je suis le premier magistrat de la ville, mais j'en suis aussi le premier citoyen. Quand un maire arrive à de telles exaspérations, c'est que la coupe est pleine, pas d'eau, mais de colère. Est-ce qu'on imagine les personnes âgées, les personnes handicapées, les bébés, les enfants de la crèche, les enfants qui mangent à la cantine scolaire puissent boire de l'eau non potable ou rester sans eau ? C'est une situation que les Baillifiens ne peuvent plus supporter.

Un maire dans la rue, est-ce convenable ?

Dans un cas extrême comme celui-là, oui. Je ne suis pas à la tête de la contestation populaire. Toutefois, j'ai le devoir de défendre les intérêts des Baillifiens et de contester quand cela s'impose. Je prends toute ma part dans un combat que nous menons depuis notre arrivée à la tête de la municipalité pour que l'eau coule au robinet, et de l'eau potable. Je

rappelle que cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Je crois qu'il faut prendre des dispositions afin de régler ce problème d'eau qui devient une contagion pour tout le territoire de la communauté d'agglomération.

Avez- vous interpellé les autorités compétentes ?

La communauté d'agglomération du Sud Basse-Terre (CASBT) gère toute seule l'eau et assainissement depuis le transfert de la Régie des eaux en 2002. Dès notre arrivée, la CASBT a été alertée de la vétusté du réseau, des casses des canalisations et des fuites incessantes. Sans parler des nombreuses et longues coupures d'eau qu'il y avait sur le territoire. Ce n'est pas une nouveauté. Ceux qui doivent savoir savent.

Quelles réponses vous ont été données ?

Des réponses ponctuelles et souvent insatisfaisantes. J'en veux, comme exemple, des interventions en vue de réparer les fuites de façon qui arrivent souvent tardivement sans que soient réalisés des travaux de fond, de changement des canalisations, de pose de souspresseur ou de surpresseur et la recherche souterraine des fuites pour pallier la perte de la ressource. Sans compter les extensions du réseau qui restent en attente. Certes le travail est énorme et complexe mais il faut tout de même assurer un minimum.

Lors des réunions d'élus, est-ce que le problème de l'eau est évoqué ?

Lors des conseils communautaires, le problème de l'eau est évoqué par la présidente de la CASBT. Elle fait connaître une partie des problèmes rencontrés afin d'obtenir une adhésion sans véritable discussion. Celui qui conteste et qui pose trop de questions est invectivé. Il n'y a pas de vision globale de la gestion de l'eau c'est Capesterre Belle-Eau, c'est Baillif, c'est Goyave...

Lucette Michaux-Chevry fait-elle volontairement obstacle au règlement du problème de l'eau ?

Il n'appartient à quiconque de prêter des intentions à personne. Mais, à la lecture des éléments financiers, la CASBT ne semble plus disposer des moyens nécessaires à une bonne production et distribution de l'eau. La

gestion générale de la CASBT est catastrophique selon le rapport de la Chambre régionale des comptes. Il y a à la communauté d'agglomération de nombreux techniciens. Pourtant les décisions sont prises tardivement ou dans l'urgence. Ces techniciens sont-ils seulement écoutés ?

Qu'envisagez- vous pour sortir de cette situation ?

La nouvelle équipe municipale a vite compris qu'il était nécessaire de fermer l'usine de Bovis au bord de l'explosion et de passer à la construction d'une nouvelle unité de production d'eau potable et que l'usine de Montval devrait être renforcée et équipée en amont. Des réunions de travail ont été initiées avec le Département, la CASBT et la ville de Baillif pour deux opérations. Ces projets verront bientôt le jour car ils sont financés par les fonds européens et le Département exclusivement. Il faut cependant retenir que la CASBT demeure le seul exploitant du réseau. L'intervention du conseil départemental ne dégage pas l'exploitant, la CASBT, de ses obligations en matière d'entretien et de maintenance du réseau.

Avez-vous l'intention de donner une suite administrative à votre action ?

J'entends poursuivre la collaboration avec le Département pour permettre l'émergence des usines dans les meilleurs délais. Nous restons très vigilants sur la qualité de l'eau au vu des derniers rapports de l'ARS et du mécontentement de la population. Nous voulons travailler méthodiquement avec la CASBT pour éradiquer tous ces désagréments qui créent des dysfonctionnements qui fâchent tout le monde. Sans démagogie dans l'intérêt général et en cohérence avec les missions confiées par la population. Il faut sortir de cette gestion de crise permanente et réorganiser définitivement la production afin de satisfaire au mieux le service public.